

Corrigé-type

LECON : DEVOIR DE SYNTHESE N°3

COURS : CHAMBRE DE COMMERCE – STATUT DE L'ARTISAN

Réf. cours : 34771<003<06<03<310 CT

5992H

Numéro du devoir : 03

Ce corrigé type complète la correction de votre devoir.

LISEZ D'ABORD VOTRE DEVOIR CORRIGE.

Etudiez ensuite les réponses ci-dessous qui, même si vous avez obtenu une bonne note, seront pour vous un modèle de rédaction et de présentation pour vos prochains devoirs.

Partie 1

1. Que pensez-vous du rôle joué par les artisans dans la lutte contre le chômage ?

Réponse de l'élève.

2. Stage obligatoire pour les artisans, vous semble-t-il justifié ? Veuillez développer et argumenter votre réponse.

La liberté d'entreprendre est la règle, et rien n'oblige donc à suivre une formation. Il est toutefois recommandé de suivre au moins des stages d'information et de gestion, afin de disposer des outils et connaissances de base. Seules certaines professions, dites réglementées requièrent un diplôme. Un stage de gestion est par exemple obligatoire pour les activités artisanales. (A développer)

Partie 2

« Chacun est libre d'entreprendre une activité et de choisir celle qui lui convient ».

Créer une entreprise, c'est d'abord faire le choix d'une activité. Un effet, un principe essentiel régit le problème : en effet, chacun est libre d'entreprendre une activité et de choisir celle qui lui convient. Cependant, cette double liberté souffre de nombreuses restrictions.

La liberté d'entreprendre a été proclamée par le décret d'Allarde (loi du 2 et 17 mars 1791) pour le commerce et l'industrie et par la loi Le Chapelier qui prohibe le régime des corporations. Ce principe vaut en fait pour toutes les activités. Il est posé par une loi et par conséquent seule une loi peut y porter atteinte.

L'exercice des activités commerciales n'est pas entièrement libre. Il existe des incompatibilités, des déchéances et des interdictions qui sont édictées par le législateur : les majeurs incapables, le mineur même émancipé, abus de confiance, vols, escroqueries, recel par exemple.

Les déchéances ont pour objet de faire régner un minimum de moralité dans la vie des affaires. Le législateur interdit certaines activités à ceux qui ont fait déjà la preuve de leur indignité.

En ce qui concerne les activités artisanales, c'est l'immatriculation au répertoire de la chambre des métiers territorialement rattachée à l'entreprise, qui donne la qualité d'artisan. L'artisan est un travailleur indépendant, à la tête d'une entreprise de taille modeste qui doit en principe, posséder une qualification professionnelle.

Pour des raisons de mixité, artisanat/commerce, certains métiers requièrent la double immatriculation, chambre de métier/chambre de commerce (boulangier, boucher, pâtissier, fleuriste, poissonnier, ...).

S'agissant des activités agricoles, l'agriculteur doit être répertorié auprès de la chambre d'agriculture dont il dépend territorialement.

En revanche, l'accès aux professions libérales est strictement réglementé. Les conditions varient selon les activités : médecins, avocats, et les réglementations ont pour objet de vérifier l'aptitude professionnelle. L'ensemble des professions est encadré par des ordres professionnels qui définissent la déontologie du métier. Toutefois l'immatriculation se fait auprès d'un CFE (centre de formalité des entreprises).

Par ailleurs, la liberté d'entreprendre s'impose aux autorités administratives de deux manières : Elles ne peuvent pas organiser des services industriels et commerciaux susceptibles de concurrencer les particuliers (sauf, si le service crée répond à un besoin particulier non satisfait par l'initiative privée). En vertu du principe de la liberté du commerce, elles n'ont pas le droit d'édicter des règlements relatifs à l'exercice des activités (sauf s'il s'agit de maintenir l'ordre public).